

GEORGES MALGOUYRES

candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES ELECTEURS,



EN 1958, les communistes se sont opposés à l'instauration du gaullisme. Ils n'ont cessé de combattre sa politique réactionnaire et antisociale au service du grand capital.

Des millions de travailleurs, les étudiants, les enseignants, des paysans, dans un immense élan de grèves et de protestations viennent de se dresser contre ce pouvoir.

Ces mouvements d'une ampleur et d'une profondeur exceptionnelles, 140.000 grévistes en Haute-Garonne, 70.000 manifestants à Toulouse, 4.000 à Carbonne, 4.500 à St-Gaudens, n'étaient que trop justifiés.

Nous avons tout fait pour en sauvegarder le calme et la dignité.

Le gouvernement a été le seul responsable du conflit.

Les hausses du coût de la vie, des loyers, des impôts furent constantes, et les salaires d'une insuffisance intolérable. Dans notre département, les rémunérations mensuelles étaient en effet inférieures à 600 F pour 75.000 ouvriers, à 500 F pour 93 % des jeunes de moins de 20 ans et 78 % des femmes travailleuses.

Le chômage s'étend; 8.000 jeunes filles et jeunes gens ne trouvent pas d'emploi, et nombreux sont chômeurs sans avoir jamais pu travailler.

Le droit à la santé est menacé en raison des attaques contre la Sécurité sociale et de la grande misère des équipements sociaux, sanitaires et hospitaliers.

Des milliers d'exploitants familiaux sont chassés de leurs terres. Plus de 500 hommes de 20 à 45 ans sont contraints chaque année à quitter l'agriculture, les deux tiers se retrouvent manœuvres en ville. Le Marché commun va accélérer ce processus.

La crise aiguë qui secoue l'Université et en général tous les degrés de l'enseignement a été provoquée par l'insuffisance des crédits et par des structures antidémocratiques périmées, inadaptées à l'évolution démographique et aux progrès scientifiques.

L'économie départementale repose pour l'essentiel sur l'aéronautique, le complexe chimique de l'A.P.C. (O.N.I.A.) et le bâtiment. L'incertitude demeure sur l'avenir de ces industries clés déjà frappées de marasme avec menaces de suppression d'emplois ainsi que dans de nombreux autres établissements.

Dans les secteurs public et nationalisé, notamment à E.I.F.-R.E. (R.A.P.), à la S.N.C.F., E.G.F., dans les administrations, sous couvert de modernisation et de restructuration, des emplois sont supprimés, des services sont confiés à des entreprises privées, des catégories de personnel sont défonctionnalisées ou menacées de l'être.

L'expérience a montré la malfaisance du pouvoir gaulliste : **dix ans ça suffit !**

Le programme présenté par le Parti Communiste Français répond aux besoins et aux aspirations immédiats et d'avenir du peuple et de la nation.

Un plan démocratiquement élaboré permettrait d'assurer l'expansion de la production, l'équilibre financier et l'élévation du bien-être de la population.

L'exigence première est la nationalisation des industries clés, l'aéronautique, les transports, la chimie et leur gestion démocratique.

Le potentiel industriel existant offre des perspectives d'élargissement de la production et de création d'usines nouvelles dans notre région donc de nouveaux emplois.

Des revendications restent à satisfaire : pas de salaires inférieurs à 600 F par mois, la durée du travail ramenée à 40 heures par semaine, l'âge de la retraite abaissé, les ordonnances mutilant la Sécurité sociale abrogées.

La satisfaction de ces revendications ne menace pas l'économie du pays. Les patrons et l'Etat peuvent payer.

Les avantages acquis doivent être sauvegardés et le pouvoir d'achat consolidé, notamment par la diminution des profits capitalistes et la réduction massive des dépenses militaires.

L'Université nouvelle, démocratique, laïque, adaptée dans ses structures, son contenu, ses méthodes au monde moderne et aux besoins du pays reste à construire.

Une refonte complète du système fiscal supprimerait les effets nocifs de la TVA et allégerait les charges du petit commerce, de l'artisanat et de la paysannerie.

L'exploitation agricole familiale doit être aidée, les prix garantis, la coopération encouragée, le statut du fermage et du métayage amélioré.

Les rapatriés doivent percevoir une juste indemnisation.

L'O.R.T.F. doit être dotée d'un statut démocratique assurant l'objectivité de l'information.

Notre Parti préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Il réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit.

Le gaullisme doit être battu : un programme commun aux partis de gauche permettra la promotion d'un gouvernement populaire à participation communiste ouvrant la voie au socialisme.

Certains envisagent de remplacer le pouvoir gaulliste sans les communistes. Ils veulent réaliser sur le plan national l'opération de la mairie de Toulouse, où des dirigeants socialistes sont alliés aux pires réactionnaires. Ils ne tiennent aucun compte des réalités sociales et politiques du pays.

L'anti-communisme a toujours servi à la bourgeoisie comme prétexte à ses mauvais coups contre le peuple. C'est la raison pour laquelle le gaullisme fait de l'anti-communisme son arme principale, calomniant notre Parti, dénaturant ses méthodes d'action, son programme, ses objectifs.

Les mots d'ordre d'aventuriers irresponsables ne peuvent que servir le pouvoir.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution Française, le drapeau de la Nation.

Le peuple ne se laissera pas abuser par le mensonge, la menace, le chantage.

Vous voterez pour le Parti Communiste qui est résolument opposé au régime de pouvoir personnel, qui a tout fait pour écarter les provocateurs et barrer la route à l'aventure.

Vous voterez :

GEORGES MALGOUYRES

Cheminot

REMPLAÇANT EVENTUEL : **MARCEAU GAILLAGOT**, Employé P.T.T.

s.e.i.l. toulouse